

Déclaration UNSA EDUCATION 61 au CDEN du 28 NOVEMBRE 2017

Madame le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil général, Madame la Directrice académique,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Il y a un peu plus de 6 mois que notre nouveau ministre est à la tête de l'Education nationale. 6 mois, c'est une durée suffisante pour effectuer un premier bilan d'étape.

Pour notre part, au SE-UNSA, nous avons adressé au nouveau président et à son gouvernement un appel pour qu'ils s'engagent en faveur de ce que nous avons appelé « une école durable ».

Qu'entendons-nous par ce vocable « école durable » ?

- Une école qui inscrit son action et ses évolutions dans la durée, qui n'est pas ballotée au grès des alternances politiques où tous les 5 ans on défait ce que le précédent a construit
- Une école qui conserve ses priorités : l'élévation du niveau de qualification de l'ensemble des jeunes en particulier par l'accès à la qualification pour ceux qui en sont actuellement écartés et la contribution à la réduction des inégalités sociales.
- Une école résolument tournée vers l'avenir et donc vers le développement de compétences qui vont bien au-delà des « fondamentaux disciplinaires ».
- Une école à qui on donne le temps de progresser, sereinement, en confiance et où on ne revient pas à la première difficulté à ce qu'on sait déjà faire même si ça ne marche pas
- Une école qui sait soutenir et accompagner ses personnels pour qu'ils ne s'épuisent pas seuls face aux défis professionnels auxquels ils sont confrontés.

Nous ne pouvons que constater que pour l'instant le rendez-vous avec cette école durable est manqué.

Les signes s'accumulent d'un retour en arrière et d'un affaiblissement progressif de la refondation alors que cette refondation exige des efforts soutenus pour porter ses fruits.

Ce qui nous inquiète particulièrement dans le retour des vieilles recettes (relance des options au collège, discours sur les fondamentaux, possibilité de revenir à la semaine de 4 jours plutôt qu'améliorer la semaine de 4 jours et demi, remise en cause des cycles d'apprentissage par la réhabilitation du redoublement et la focalisation sur la réussite au CP, méthodes de lecture,...), ce n'est pas tant que le ministre s'adresse à une certaine frange conservatrice de l'opinion, c'est surtout que toutes ces recettes ont déjà été mise en œuvre entre 2002 et 2012 et qu'elles se sont traduites par un creusement des inégalités de réussite scolaire et un effondrement des résultats des élèves les plus en difficulté.

Nous ne pouvons que constater que la plupart des décisions prises depuis 6 mois répondent aux demandes des familles les plus aisées et dont les enfants sont les plus en réussite. Dans le texte du DNB on s'intéresse plus aux élèves qui maîtrisent le socle qu'à ceux qui ne le maîtrisent pas. Nous sommes convaincus que ce n'est pas la priorité de l'action publique en matière d'éducation. Les évaluations internationales ont montré que c'est en faisant progresser les plus faibles que

l'ensemble du système améliore ses performances. Alors, bien sûr, vous nous rétorquerez qu'il y a les CP à 12 dans les REP+.

L'arbre qui cache la forêt et qui dédouane de tout le reste alors que 75% des élèves en difficulté ne sont pas dans les REP et qu'il n'y a pas une mesure pour la ruralité, caractérisant notre département. Nous ne verrons pas les effets pervers de ces prises de décisions unilatérales lors de ce bilan de rentrée 2017. Nous continuons à penser que l'avenir se construit à partir de bilans pertinents sans pour autant revenir à un passé prétendu meilleur.

Et en ce qui concerne la préparation de la rentrée 2018, Unsa-éducation ne peut que pointer à nouveau la difficulté que vont engendrer les dédoublements des classes de CP et CE1 en REP alors que le ministère continuera en zones difficiles... pour le bien-être des élèves et de l'ensemble des collègues, ces dédoublements ne pourront cette année se refaire au détriment des « quelques PDMQDC restants » et encore moins de la brigade de remplacement, notamment sur le département de l'Orne.

Si l'on ajoute le retour dans certains secteurs à la semaine de 4 jours qui fait des petits Français, les écoliers qui connaissent la plus longue journée d'école, la suppression des contrats CUI/CAE administratifs qui (malgré leur spécificité de contrat précaire) permettaient aux directeurs des écoles qui en étaient dotés d'assumer les multiples tâches administratives (Directeurs d'écoles, qui lors du quinquennat précédent ont pu bénéficier d'une petite décharge supplémentaire) on peut craindre pour nos écoles et collèges ruraux dans la future carte scolaire.